

Pandémie et mobilisation sociale au Chili : éthique du soin et nouvelles perspectives¹

**Isabel Orellana
et Gabriel Poisson**

La crise sociale qui avait déclenché la mobilisation d'octobre 2019 au Chili s'est accentuée profondément sous les effets de la COVID-19, sombrant le pays dans la pire des crises économiques depuis 1982. Suite à la pandémie, la perte massive d'emplois a laissé des millions de personnes inactives, provoquant une augmentation des niveaux et des taux de pauvreté sans précédent². L'endettement étouffait les familles, tout en accentuant la surcharge de travail non rémunéré de millions de femmes. Aussi, la situation de précarité des personnes âgées, fortement dénoncée lors de la révolte de 2019, a empiré de façon inquiétante. De ce fait, en l'an 2020, environ 30 % des personnes âgées étaient obligées de travailler pour répondre aux besoins de survie de base³. Les inégalités sociales, déjà fortement présentes dans le pays, se sont creusées⁴.

L'angoisse causée par le manque de revenus, l'enfermement dû au confinement, l'augmentation des violences, l'épuisement, la maladie, les nombreux décès, le stress et la faim ont rendu la situation insoutenable. « L'équation est simple et sombre : le virus a apporté la quarantaine, la quarantaine a apporté le chômage et le chômage a apporté la faim. Ainsi se multiplient également les cas de personnes atteintes »^{5 6}.

Mais la situation de crise que vit le pays est également associée à l'expansion des frontières extractives dans la foulée des investissements privés chiliens et étrangers. La multiplication des projets extractifs, notamment dans les secteurs forestier et minier, suscite en

effet de plus en plus de réactions. Elle est perçue par les personnes affectées comme un processus de dépossession et de saccage qui perturbe profondément les territoires et les communautés. Les cinq « zones de sacrifice » du Chili sont l'expression maximale de la dégradation extrême de la santé des communautés et des milieux de vie provoquée par les développements industriels. Cette situation, amplifiée par le contexte de changements climatiques, a un impact particulier sur l'eau (quantité, qualité, accès, propriété), et ce, au milieu de l'une des pires crises hydriques dans l'histoire du Chili. Plus de 50 % des communes du pays se trouvent en état de pénurie hydrique, une situation qui touche près de 50 % de la population du pays et un tiers du territoire national⁷. Plus de 400 000 familles sont ravitaillées en eau par des camions-citernes. L'eau étant privatisée, elle est devenue un objet lucratif qui renforce les dynamiques d'iniquité, provoquant de fortes protestations.

Les conflits socioécologiques sont devenus une réalité qui ne cesse de s'amplifier. Au nord, l'expansion minière y est prépondérante (mégaprojets à ciel ouvert, nouveaux projets d'exploitation de lithium et des terres rares, entre autres); au centre, l'amplification de projets miniers et l'agriculture intensive d'exportation sont les principales causes de conflits; tandis qu'au sud, ce sont plutôt l'expansion forestière (monoculture de pin et d'eucalyptus) et la multiplication de barrages hydroélectriques, particulièrement en territoire autochtone Mapuche, qui sont pointées du doigt. La question de l'eau est encore ici un enjeu central dans la plupart de ces conflits.

Les mobilisations historiques ont d'ailleurs associé les problématiques sociales qui les affectent aux graves problèmes de dévastation des territoires et des milieux de vie. La plus grande manifestation tenue au Chili, le 25 octobre 2019, qui a réuni seulement à Santiago, la capitale, plus de 1,2 million de personnes, illustre bien une prise de conscience de ces problèmes et une détermination de revendiquer massivement les enjeux de justice sociale et environnementale (en particulier, celle relative à l'eau). Cette manifestation a également repris une demande sociale qui se frayait un chemin depuis un certain temps dans le pays : la création d'une assemblée constituante au Chili, pour en finir avec la Constitution des années 80 héritée de la dictature de Pinochet.

Une nouvelle période d'expression publique massive de mécontentement

Bien que la première période de la pandémie ait perturbé l'itinéraire prévu du processus constitutionnel et ait aussi produit un ralentissement des mobilisations, les protestations ont repris peu de mois après le début de la crise sanitaire. La situation était devenue extrêmement explosive en raison du manque de revenus, associé à la perte massive d'emplois. Ainsi, l'explosion sociale du 18 octobre 2019, qui mettait en lumière l'ampleur des frustrations sociales cumulées durant trois décennies par de larges secteurs de la population, et qui avait subi un repli durant les premiers temps de la crise sanitaire, reprenait dans des manifestations de colère liées à la faim. Le coronavirus n'a fait que rendre plus visibles les iniquités structurelles et les a exacerbées.

À la faim s'ajoutait la colère d'une population qui endurait le contrôle et la répression des forces policières et militaires qui, en pleine pandémie, avaient vu leurs attributions et pouvoirs accrus après l'adoption d'une loi spéciale. Ce déploiement répressif supplémentaire, qui était déjà très présent dans certaines régions, a été mal accueilli par une partie de la population. Les organisations sociales considéraient que ces mesures spéciales visaient avant tout à désarticuler la mobilisation sociale et à diminuer son influence. On considérait aussi que les autorités souhaitaient assurer l'impunité des responsables de graves violations aux droits humains qui avaient été dénoncées par plusieurs missions d'observation⁸.

Éthique du soin, alternatives de survie et articulation sociale

Mais, malgré ce contrôle accru, face à la difficile réalité multidimensionnelle causée par la pandémie et le manque de revenus, les familles les plus vulnérables du pays ont mis en place des stratégies collectives de subsistance. Il s'agissait de faire face à la faim. Ces initiatives s'inspiraient de traditions communautaires vieilles de plus de 100 ans des quartiers populaires. Sous la consigne « seul le peuple aide le peuple », des centaines d'*ollas comunes* (popotes populaires)⁹ ont été mises en place pour subvenir aux besoins de base des secteurs les plus précarisés. Elles sont devenues un espace pour prendre des forces, pour survivre afin de poursuivre la résistance. Les efforts citoyens ont convergé pour faire face au problème partagé, cherchant à combler le vide de services de l'État et à trouver des solutions enracinées dans la collectivité.

C'était une forme de réponse au délaisement des autorités, disaient les responsables de ces initiatives d'auto-gestion. Un processus d'organisation collective s'est mis en marche autour de la campagne de collecte d'aliments, de la mise en place d'une infrastructure pour la préparation et la distribution de plats préparés et du développement d'un fonctionnement adapté aux conditions adverses de la pandémie et aux mesures de sécurité sanitaire. Faisant parfois face à la répression de la police qui n'épar-

gnait pas la population en détresse, comme c'était le cas dans le quartier de El Bosque, où les voisins ont brisé la quarantaine pour crier faim dans les rues¹⁰, de multiples *ollas comunes* prirent place à travers le pays, permettant de nourrir des milliers de familles. Les stratégies de résistance et de solidarité se sont déployées avec une intensité redoublée. On construisait ainsi un mouvement de solidarité aussi fort que celui vécu en 1982, lors de la crise économique vécue sous la dictature de Pinochet. Des

centaines d'initiatives ont vu le jour à Santiago et à travers tout le pays, comme à La Florida, El Bosque, La Pintana et San Bernardo, entre autres. La grande majorité de ces initiatives ont été portées par des femmes, parfois avec le soutien des communautés religieuses de base, des municipalités et de certaines institutions. L'Institut de politiques publiques de l'Universidad Católica del Norte a notamment créé une plateforme permettant de répertorier et de cartographier les initiatives, comme l'illustre la Figure 1.

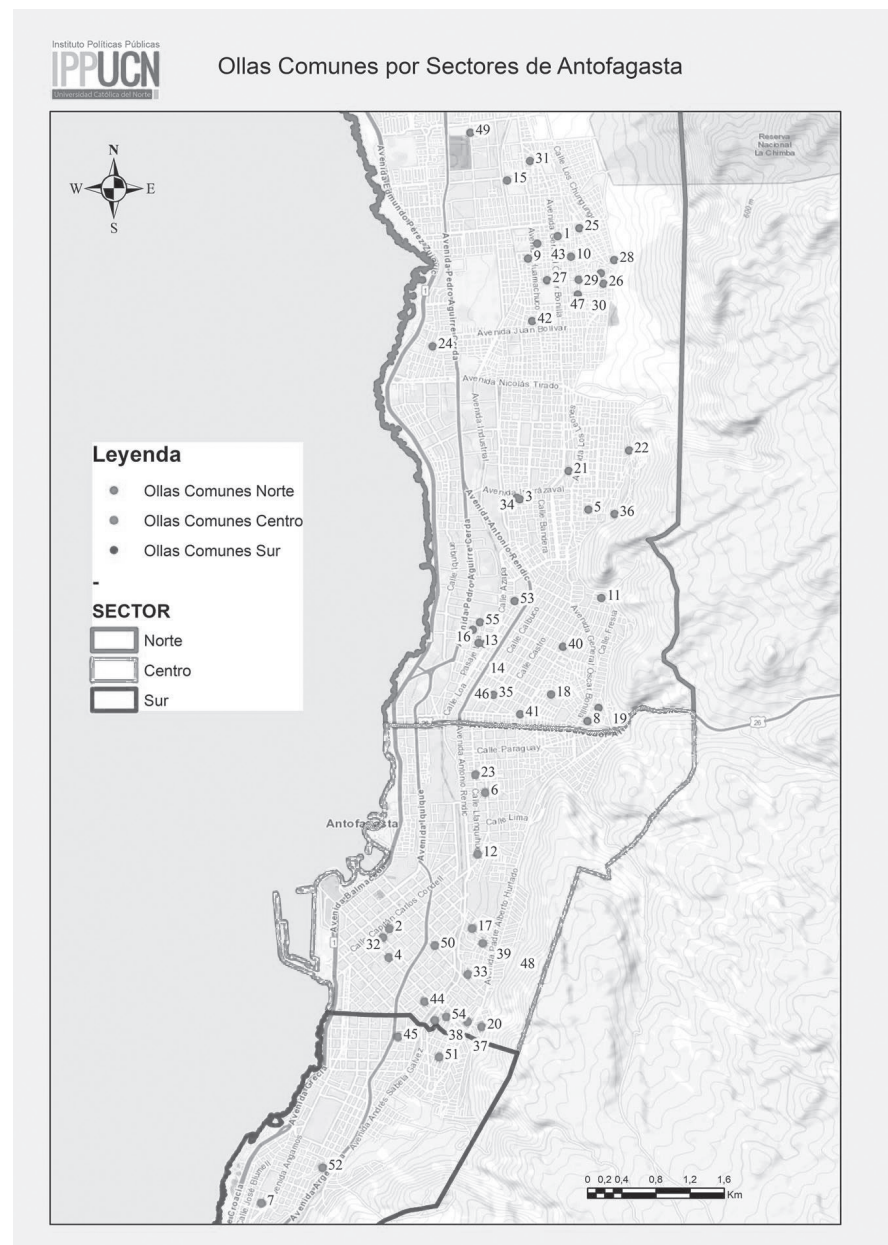


Figure 1. Popotes populaires par secteur d'Antofagasta. Crédit : IPPUCN



Crédit : Resumen Latinoamericano

À noter également, les initiatives organisées pour survenir aux besoins de la population migrante concentrée dans le nord du Chili, l'un des secteurs les plus vulnérables de la société. La précarité dans laquelle la grande majorité de ces derniers vit est extrême¹¹. Le rôle joué par la Coordination féministe migrante a été déterminant pour contribuer à ce que ces populations aient accès à un repas par jour, mais aussi, pour lutter en faveur de leurs droits, ainsi que contre la discrimination et le racisme, et pour contrer l'abandon de l'État auquel elles doivent faire face.

Dans ce sens, des *cabildos* citoyens se sont organisés, réunissant les citoyen-ne-s dans les parcs et autres lieux publics pour faire converger les préoccupations, donner une voix aux revendications, en contribuant à mettre en place des espaces de rencontre et de participation citoyenne¹². Ils ont aussi joué un rôle important pour faire contrepoids à l'impact du confinement. De multiples et diverses expressions de solidarité ont eu lieu à l'intérieur des réseaux destinés à mitiger l'impact social de la pandémie. Les communautés ont démontré leurs capacités à se battre ensemble et à se structurer pour faire face à l'adversité. Tout comme à l'époque de la dictature¹³, les femmes jouent un rôle protagoniste dans cette crise qui secoue le pays.

Les diverses pratiques qui ont vu le jour à travers le pays ont mis de l'avant le besoin de récupérer la solidarité collective et ont contribué à intégrer dans le débat public sur la pandémie les réflexions et les dénonciations sur les iniquités, les discriminations, la répression, la défense des services publics de santé et d'éducation et aussi l'idée d'une nouvelle constitution. On entendait dans les manifestations des proclamations telles que : « Le système chilien est plus cruel que le coronavirus ». Les débats du moment reprenaient les questions soulevées durant la révolte de 2019. Une volonté d'inscrire la pandémie comme un problème social est devenue de plus en plus explicite. « En ce sens les "mouvements nés de la pandémie" ont démontré leur impact social au-delà des résultats concrets de leurs actions »¹⁴. Le processus constitutionnel et l'exigence de réaliser un plébiscite devenaient présents.

Ainsi, malgré les restrictions associées à la pandémie et la forte pression des forces sociales réfractaires, un plébiscite national a été tenu en octobre 2020. La population s'est mobilisée et s'est prononcée massivement pour l'option de rédiger une nouvelle Constitution. S'en est suivi le processus vers l'élection des 155 membres de l'assemblée constituante (*Convención Constituyente*), qui a

comme mission la rédaction de cette nouvelle charte magne. Les membres ont été élu-e-s les 15 et 16 mai 2021 suite à un processus ardu pour déterminer les critères de composition de cette instance. La parité hommes/femmes est décidée et 17 places sont réservées pour les peuples autochtones, un fait historique sans précédent. Les résultats de l'élection nationale de l'assemblée constituante révèlent un refus des partis traditionnels et une importante montée des indépendants. Les dynamiques se tissent autour de préoccupations des droits sociaux et les préoccupations écologistes, féministes, régionalistes et autochtones sont à l'avant-plan.

Les élections présidentielles du 19 décembre 2021¹⁵, tenues après une vaste mobilisation à travers le pays, mènent au pouvoir une coalition de centre gauche avec 55,8 % de votes. Gabriel Boric, nouveau président et le plus jeune dans l'histoire du pays (36 ans), ainsi que deux ministres de son exécutif ont été leaders du printemps étudiant de 2011. Ils se veulent porteurs de la justice sociale et du respect des droits humains revendiqués par les mouvements sociaux, en plus des questions liées à la protection environnementale, qui occupent une place importante dans le nouveau programme gouvernemental. Les mouvements sociaux demeurent toutefois attentifs à une tendance de conciliation avec le modèle de marché qui apparaît déjà visible dans le nouveau pouvoir.

Mais le processus constitutionnel, vécu en grande partie au cœur de la crise sanitaire, enrichit des luttes issues de la révolte sociale et d'autres qui l'ont précédée. Ce processus a aussi réussi à mener, malgré les limites que la pandémie a imposées, un intense débat de société permettant d'envisager l'idée d'un nouvel ordre social qui aurait le bien commun comme principe d'action politique. Dans ce processus, les femmes ont assumé avec force le rôle d'agentes de changement, devenant des leadeuses organisationnelles et en incluant de nouvelles thématiques au débat social. Les femmes l'ont fait en

refusant de rester chez elles en attente d'une issue fatale à la crise¹⁶. Elles vont proposer des actions pour prendre soin d'elles-mêmes et en même temps du tissu social et communautaire pour rompre avec la désespérance. Une éthique du soin renouvelée se construit et les femmes créent des liens avec des sphères publiques du politique. L'écoféminisme est mis de l'avant comme principe transversal pour un projet de pays et son rôle clé dans l'actualité est valorisé dans la perspective d'une société plus résiliente, engagée pour les transformations.

Isabel Orellana est professeure au Département de didactique et directrice du Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté de l'Université du Québec à Montréal, responsable du projet de recherche *Resistaction*. Elle s'intéresse aux dimensions critiques et politiques de l'éducation relative à l'environnement, à la construction sociale de savoirs dans ce domaine et ses perspectives, particulièrement dans des contextes de mobilisation sociale et conflit socioécologique associés à l'expansion de l'extractivisme.

Gabriel Poisson est candidat à la maîtrise en Sciences de l'environnement à l'Université du Québec à Montréal et est auxiliaire de recherche pour le projet *Resistaction*. Son parcours l'a mené à axer ses recherches autour de la transition énergétique et du racisme environnemental en Amérique latine, avec un intérêt particulier pour l'étude des conflits socioenvironnementaux engendrés par l'exploitation du lithium en territoires autochtones dans le nord du Chili.

Notes

1 Ce texte est écrit dans le cadre des travaux du projet de recherche *Resistaction* – Les dimensions critique et politique de l'éducation relative à l'environnement en contexte de conflit socioécologique et leur apport à l'émergence d'alternatives (CRSH 2018- 2023, <https://resistaction.uqam.ca/>), qui se penche sur les processus de co-apprentissage et sur les perspectives de formation à l'écocitoyenneté qui se forment dans ces contextes, ainsi qu'à la construction d'alternatives écosociales qui émergent à partir de ces situations. Deux réalités culturelles contrastées sont explorées : celles du Québec et du Chili.

2 D'après Durán, Gonzalo et Kremerman, Marco (2021). *La pobreza del modelo chileno. La insuficiencia de los ingresos del trabajo y pensiones*, en 2020, le taux de personnes en situation de pauvreté a varié entre 10,8 % et 52,3 % selon les critères de mesure appliqués et, chez les personnes âgées, le taux de pauvreté dépassait 45 %. L'extrême pauvreté aurait doublé au cours des quatre dernières années.

3 *Fundación Sol*, en ligne : <https://fundacionsol.cl/blog/estudios-2/post/la-pobreza-del-modelo-chileno-2021-6791>, Organización Internacional del Trabajo. « Chile : efectos de la pandemia generaron consecuencias sin precedentes en el mundo del trabajo », en ligne : https://www.ilo.org/santiago/sala-de-prensa/WCMS_761927/lang-es/index.htm. « Empleo en Chile : antes, durante y después de la pandemia », en ligne : <https://www.ciperchile.cl/2021/11/12/empleo-en-chile-antes-durante-y-despues-de-la-pandemia/>

4 Favorisées par la privatisation croissante des systèmes de santé, d'éducation, de retraite et de gestion de l'eau, gérés selon les logiques de marché en vigueur. Le Chili se retrouve parmi les cinq pays qui ont subi l'augmentation la plus importante de l'iniquité sociale en Amérique latine, d'après le rapport « Panorama Social de América Latina », publié par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) en janvier 2022.

5 Espinoza, D. (2020). « Ollas comunes : lección de resistencia y solidaridad en tiempos de crisis ». *Palabra Pública*, no. 23, Universidad de Chile, en ligne : <https://palabrapublica.uchile.cl/2020/07/23/ollas-comunes-resistencia-solidaridad-tesis-2/>.

6 Selon les données de mars 2002 du ministère de la

Santé du Chili, 3 401 145 personnes ont eu le coronavirus au Chili et 55 865 en sont mortes.

7 Dirección General de Aguas – DGA (2022). « Escasez Hídrica para el 47,5 % de la población », Dirección General de Aguas. Ministerio de Obras Públicas, en ligne : <https://dga.mop.gob.cl/noticias/Paginas/DetalledeNoticias.aspx?item=835>.

8 Mission internationale d'observation des droits humains de la société civile, à laquelle le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) de Montréal a participé du 6 au 11 novembre 2019; Mission d'Amnistie internationale (rapport du 21 novembre 2019); Mission de Human Rights Watch (rapport du 26 novembre 2019); Mission du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (rapport du 13 décembre 2019); Mission de la Commission interaméricaine des droits humains (10 décembre 2019 et 31 janvier 2020); et Mission québécoise-canadienne d'observation des droits humains (rapport de juin 2020).

9 Pratique de solidarité, d'autogestion et d'organisation des personnes au sein des quartiers populaires afin de cuisiner collectivement pour résoudre le manque d'accès à la nourriture et au problème de la faim. (NDÉ)

10 Espinoza, *op. cit.*

11 Les camps de migrant·e·s dans le nord du Chili ne disposent pas de services de base. Ils n'ont pas d'eau potable, l'électricité est accessible à travers des installations spontanées, les habitations sont construites à partir de planches de carton ou de bois. Une grande partie des membres de ces communautés n'ont pas réussi à régulariser leur situation dans le pays, même après plusieurs années dans le pays.

12 Weibel Barahona et Pérez Campbell, Graciela (2021). « Cabildos, redes sociales y movilización : la receta de los independientes para saltar "el torniquete electoral" del proceso constituyente », *CIPER*, en ligne : <https://www.ciperchile.cl/2021/01/12/cabildos-redes-sociales-y-movilizacion-la-receta-de-los-independientes-para-saltar-el-torniquete-electoral-del-proceso-constituyente/>.

13 Dictature d'Augusto Pinochet, 1973-1990, à la suite de la prise du pouvoir par un coup d'État militaire.

14 Calvo, Dafne (2020). « Los movimientos sociales en tiempos de pandemia ». *CCCLAB Investigación e innovación en cultura*, en ligne : <https://lab.cccb.org/es/los-movimientos-sociales-en-tiempos-de-pandemia/>.

15 Un premier tour a eu lieu le 21 novembre 2021, en même temps que l'élection des députés, sénateurs et conseillers régionaux.

16 Bolados García, Paola, Sánchez Cuevas, Alejandra, Alonso, Katta, Orellana, Carolina, Castillo, Alejandra et Damann, Maritza (2018). « Ecofeminizar el territorio. La ética del cuidado como estrategia frente a la violencia extractivista entre las Mujeres de Zonas de Sacrificio en Resistencia (Zona Central, Chile) », *Ecología Política*, no. 54, p. 83-88.

Références

Abriendo Caminos (24.05.2020). *Movimientos sociales y pandemia. Abriendo Caminos*, en ligne : https://abriendo-caminos.org/wp-content/uploads/2020/05/mov_soc-e1590714673444.jpg

Mouterde, Pierre et Allaire, Luc (2020). *Crise sociale et politique au Chili 2019-2020. Des atteintes systématiques et généralisées aux droits humains. Rapport de la mission québécoise et canadienne d'observation des droits humains au Chili*. Montréal : Mission québécoise et canadienne d'observation des droits humains au Chili, 58 p., en ligne : <https://gripal.ca/2020/04/16/rapport-de-la-mission-quebecoise-et-canadienne-dobservation-des-droits-humains-au-chili/>

Nava, Agustín (2022). « Pandemia y protesta social en América Latina : tendencias, actores y demandas de la conflictividad social y laboral en Brasil, Argentina, Chile y Colombia. 2019-2020 », *Archivos de Historia del Movimiento Obrero y la Izquierda*, no. 20, p. 111-138.

Pleyers, Geoffrey (2021). « Movimientos sociales y ayuda mutua frente a la pandemia », *Mundos rurales*, no. 1, p. 9-222.